

Réponses à la note

**« Information de la
situation du Secrétaire général et du Bureau exécutif
au membres du Comité Central de l'UGDA »**

- **Remarque préliminaire :**
- **le texte en noir sont les accusations de Louis Karmeyer, Robert Koeller, André Heinen et Gilbert Girsch à l'encontre du secrétaire général.**
- **le texte en rouge est la réplique du secrétaire général aux accusations.**

La mission du secrétaire général

L'article 24 des statuts de l'asbl UGDA stipule clairement et sans ambiguïté que « le secrétaire général dirige et organise le secrétariat fédéral avec une présence appropriée au siège. »

Une terminologie claire et compréhensible.

Quant à l'organisation quotidienne, il faut savoir que tout le courrier entrant est paraphé par le président et à la disposition des membres du bureau, que le courrier sortant est signé par le président et le secrétaire général, que les réunions sont toutes affichées sur un tableau au bureau de l'adjoint du secrétaire général, que les documents de travail sont classés dans les dossiers du secrétaire général et du personnel, que toutes les pièces

et documents sont accessibles sans exception aux membres du bureau exécutif, que lors de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif, toutes les informations de la semaine passée sont passées en revue et que le point est fait sur les projets à venir. Un site internet, une revue musicale « new look » complètent ce flux d'information.

Un flux d'information et une transparence qui cherchent mieux.

Le tout, couronné par une équipe de personnes compétentes et motivées à l'écoute des intéressés.

A propos présence : être chaque jour présent à l'UGDA en tant que secrétaire général et chef du personnel, sans demander des frais de route et d'indemnité, ceci dans l'intérêt de nos 310 associations, rappelle les temps Schumacher-Birgen, une présence qui semble déranger les autres membres du bureau exécutif dont le taux de présence laisse beaucoup à désirer.

Répondre dans les meilleurs délais aux mails et questions même pendant les périodes de vacances à l'étranger, n'est certainement pas à l'encontre des intérêts de nos 310 associations.

-§-§-§-§-§-§-§-§-§-§

Bases légales :

Conformément à l'article 48 des statuts, l'asbl UGDA est régie par les statuts du 31 janvier 2010, respectivement par la loi modifiée sur les associations sans but lucratif.

L'article 4 définit le but de la fédération.

L'article 18 définit la mission du comité central. (La fédération est dirigée et administrée par le comité central).

L'article 19A la procédure d'élection des membres du bureau exécutif par le congrès fédéral.

L'article 23 définit la mission du président (pt d : contresignature obligatoire).

L'article 24 celle du secrétaire général (dirige et organise le secrétariat fédéral).

L'article 25 celle du trésorier général (assure la gestion financière de la fédération).

L'article 32 celle du bureau exécutif (organe d'exécution et de gestion journalière) + (assure la gestion des finances de la Fédération).

L'article 29 A pour sa part stipule : « Le membre du comité central, le délégué régional ou le membre du bureau exécutif qui agit contre les intérêts de la fédération peut être exclu par le comité central sur décision motivée. Cette décision est à confirmer par le prochain congrès à la majorité simple des membres présents ».

Vu que d'après l'article 19 les membres du comité central sont élus lors du congrès ordinaire par vote secret et à la majorité simple, il faut se poser la question

si l'organe de nomination ne doit par la force des choses également être l'organe d'exclusion. En suivant cette logique, l'article 29A serait définitivement contraire à la loi et à abroger.

D'un autre côté, il est évident que le bureau exécutif a largement excédé son pouvoir, vu qu'il n'a aucun pouvoir d'entamer des procédures contre quiconque en vue d'une éventuelle exclusion.

Les statuts ne donnent non plus de pouvoir au bureau exécutif d'abroger la signature à un membre du bureau exécutif.

En plus, il n'est pas prévu par les statuts la notion de suspension ni de révocation ni d'exclusion provisoire.

Les statuts parlent uniquement d'exclusion et ce pouvoir appartient exclusivement au congrès, et cela uniquement si la personne visée a agi contre les intérêts de la Fédération. En plus, la décision ad hoc doit être motivée.

Ni l'un, ni l'autre, ne sont le cas dans ce dossier.

-§-§-§-§-§-§-§-§-§-§

Le fameux catalogue des accusations sans une seule pièce à l'appui !!!

En sa réunion du jeudi 25 juin 2015, le bureau exécutif a constaté que sur ses 5 membres, 4 avaient perdu confiance dans leur Secrétaire général, Monsieur Jeannot Clement. Ils ont informé le Secrétaire général que plus aucun d'eux ne cosignerait de document avec lui.

Il s'agit ici tout simplement d'un excès de pouvoir manifeste et contraire aux statuts de l'asbl UGDA. En plus, le personnel a été informé par écrit de la soi-disante décision du BE à l'égard du secrétaire général.

En conséquence, et dans le but de permettre une sortie avec les honneurs, les quatre membres du bureau exécutif lui ont demandé de démissionner.

Monsieur Robert Koeller remet séance tenante la démission pour signature à Jeannot Clement et refuse de mener une discussion avec le secrétaire général.

Une démission de Monsieur Clement ne nous étant pas parvenue jusqu'en ce jour, et en application des statuts en vigueur, le bureau exécutif sans Monsieur Clement (ci-après appelé simplement BE) demande au Comité Central de l'UGDA de statuer sur l'exclusion provisoire du secrétaire général sur base de l'article 29A des statuts, à confirmer par le prochain congrès fédéral, sur fonds des reproches formulés ci-après.

Une fois de plus, le bureau exécutif dépasse de loin son pouvoir. En plus, il faut noter qu'il a refusé toute discussion avec le secrétaire général et n'a remis le catalogue de ses reproches qu'en date du 9 juillet 2015, donc 14 jours plus tard.

Reproches du BE à l'adresse de son Secrétaire général :

***I.** au courant de l'exercice 2014, Monsieur Clement, sur plusieurs mois **a bloqué** le paiement de la facture du consultant juridique de l'UGDA, Me Pierre Feltgen, sans en informer les autres membres du BE et sans en donner les raisons.*

Il faut savoir que la gestion financière incombe au trésorier général et au bureau exécutif qui en étroite collaboration avec le comptable de la fédération, sont responsables des opérations financières.

Le secrétaire général ne peut par conséquent pas bloquer de factures.

Quant à la facture du 28 novembre 2013 concernant l'exercice 2013, il faut savoir que Me Pierre Feltgen est le consultant juridique de l'UGDA et reçoit annuellement un forfait pour ses avis auprès de la fédération et de l'Ecole de musique au montant de 2.012,50 €

Chaque année une réunion d'information est organisée avec le bureau exécutif où les différents avis sont évoqués. Le relevé ad hoc est remis par Me Feltgen séance tenante. Après cette réunion, la facture est réglée par le trésorier général, comme le veut la tradition.

La réunion ad hoc a eu lieu en date du 5 juin 2014, vu que Me Feltgen n'était pas disponible plus tôt et le paiement a par conséquent été effectué le même jour. 23 avis avaient été demandés en 2013 sans avoir recours au bureau exécutif, conseil d'administration ou le comité central, dont un fort intéressant concernant le « pouvoir du directeur », un avis tenu secret et pour cause.

Reste à noter que Me Feltgen n'a jamais réclamé le paiement de sa facture!! Subsidiairement, il faut souligner que le cachet de réception apposé sur la facture n'a rien à faire avec le règlement de la facture qui dans ce cas précis portait d'ailleurs la paraphe du secrétaire général et était entre les mains du trésorier général.

Ce point a été traité par le BE le 19 mai 2014 et le 26 mai 2014.

2. de février 2015 jusqu'en mai 2015, Monsieur Clement a bloqué¹ le paiement de la subvention à l'Orchestre EUWYO, tel qu'il a été convenu avec la Ministre de la Culture, et ceci sans en informer ses collègues du BE et du Comité Central.

¹ * le blocage du paiement s'est effectué par non-signature de l'engagement et retrait des fiches en question déjà signées par deux membres du bureau des signataires, sans en informer quiconque.

La gestion financière incombe au trésorier général et au bureau exécutif qui en étroite collaboration avec le comptable de la fédération, sont responsables des opérations financières.

La facture a été réglée en date du 19 mai 2015 sur base d'un mandat de paiement du 18 mai 2015 et cela sans le consentement du secrétaire général, ce qui prouve clairement que le secrétaire général ne peut par conséquent pas bloquer de factures.

Ce point a été traité par le BE le 27 avril 2015.

Le 2 février 2015, le BE a dans le cadre des travaux budgétaires décidé que l'orchestre devrait s'affilier à l'UGDA, ce qui à ce jour ne s'est toujours pas fait.

3. Dans le même contexte, et en dépit du fait que le bureau exécutif, à 4 voix contre 1 avait statué que la subvention à l'EUWYO devait être versée comme tous les ans, Monsieur Clement a envoyé une missive par courrier électronique à la Ministre de la Culture, mettant en doute le bien-fondé de cette décision, sans d'ailleurs en informer ses collègues du BE ou du Comité Central.

Ce point devrait naturellement intéresser nos 310 associations qui cotisent auprès de la fédération vu qu'ici une asbl qui n'est même pas membre de l'UGDA

bénéficie chaque année d'une subvention non négligeable de 13.000.- € pour une session de stage qui a lieu tous les 2 ans !!

Cette asbl a été constituée par l'Union Musicale Interrégionale (UMI) le 12 juillet 1990 et profite de l'argent de nos 310 associations qui doivent financer de leur propre poche leurs stages.

Il est du devoir du secrétaire général de la fédération, de défendre les intérêts des 310 associations et de ne pas subventionner des orchestres ou associations qui ne sont même pas membres de l'UGDA.

Avec la signature des nouvelles conventions avec le Ministère de la Culture, le problème m'a semblé résolu, vu que la convention avec l'Ecole de musique mentionne à la page 2, sub 2, Mission spécifiques, point 2 +4:

«2. Organiser des stages de formation et toute activité pédagogique

4. assurer l'organisation des ensembles tels que LuxVoices et le National Youth Wind Orchestra

Or pour être certain et pour mettre fin aux discussions controversées avec les autres membres du BE, le secrétaire général s'est permis d'adresser un mail tout à

fait personnel à Madame la Ministre en date du 26 avril 2015 pour savoir si cet orchestre tombe par conséquent sous la convention de l'Ecole de musique.

La réponse négative et officielle de Madame la Ministre du 8 juin 2015 et la constatation que cet orchestre appartient à la fédération (constatation d'ailleurs fautive, car il appartient à l'UMI) est actée.

La facture a déjà été réglée durant mon absence en date du 19 mai 2015. Le trésorier général était en connaissance de la situation et le dossier a été traité au BE en date du 18 mai 2015 en mon absence.

La soi-disante décision du BE de liquider cette subvention n'a pas été prise en ma présence. Le résultat du vote indiqué est par conséquent faux.

Intéressant est également dans ce contexte la remarque du trésorier général lors de la réunion du comité central du 16 juillet 2015, point 5 : Rapports des commissions consultatives, Théâtre :

« Quant aux formations non affiliées à l'UGDA, le trésorier général ne se voit guère disposé à dispenser un budget pour sociétés non affiliées »

Dont acte !!!

4. Toujours dans le même contexte, lors de la réunion du bureau exécutif du 11 juin 2015, Monsieur Clement a essayé de cacher la réponse de la Ministre aux autres membres du BE, la réponse apparemment ne lui donnant pas satisfaction.

La réponse officielle de Madame la Ministre au mail personnel fut copiée par le président Louis Karmeyer en personne et distribuée pendant mon séjour à l'étranger aux membres du BE.

L'approche malhonnête est évidente et inacceptable.

A propos de « cacher » et « donnant pas satisfaction » : les membres du BE confondent avec l'avis demandé à Me Feltgen sans l'accord du BE, du CA et du CC par l'Ecole de Musique au sujet des pouvoirs de la direction de l'école. Un avis fort intéressant qui est tenu au secret et pour cause.

5. Dans l'édition de mai 2015 de la « Revue Musicale », Monsieur Clement a décidé de ne pas publier l'annonce « LALUX », suite à un litige sur le payement de l'annonce précédente avec l'Ecole de Musique de l'UGDA. Le BE considère que cette décision est arbitraire et porte préjudice autant à la Fédération qu'à l'Ecole de Musique, et que le Comité Central aurait absolument dû être consulté avant une telle décision. Le BE est outre d'avis qu'un intervenant extérieur, et de surcroît sponsor important, ne peut être lésé pour des raisons d'organisation internes à la fédération.

25.000.- € de subventions en faveur du travail des jeunes de l'Ecole de musique de la part des Assurances Lalux est certes une bonne affaire pour l'Ecole de Musique.

Etant donné que cet argent provient de nos innombrables assurances payées par nos 310 associations, il est évident qu'une partie de ce sponsoring devrait être réservée pour le travail des jeunes de nos 310 associations. Ceci n'est absolument pas le cas.

Par lettre du 9 mars 2015 adressée au président Louis Karmeyer, le trésorier général et le directeur de l'Ecole de Musique font part du refus de payer les frais de l'annonce des Assurances Lalux publiée dans le numéro 5/2014 de la revue musicale.

Vu que le BE avait décidé de facturer cette publicité au tarif normal des annonceurs lors de sa réunion du 15 janvier 2015, il me semble évident – et cela conformément aux règles de jeu établies dans le passé par le BE – que les annonceurs qui ne payent pas leur publicité soient d'office écartés pour le prochain numéro.

Cette règle a été appliquée dans ce cas précis.

Entretemps, la facture a été payée et les publicités sont de nouveau imprimées dans notre revue musicale.

En plus, il faut rappeler que les frais de la revue musicale sont payés par les 310 associations et que la subvention de 25.000.- € est entièrement encaissée par l'Ecole de Musique contrairement à la décision du CC du 8 mai 2015 arrêtant une répartition de 2/3 en faveur de l'école de musique et de 1/3 en faveur de la fédération.

Le sujet a été traité au BE les 15 janvier 2015, 27 avril 2015 et 4 mai 2015.

Dans le contexte Lalux, il est intéressant de savoir que les primes d'assurance ont sur intervention du secrétaire général bénéficié d'une réduction de 10% en 2014, ce qui correspond à une économie de 30.110.96 € par rapport à l'année 2013. (cf rapport de la réunion du conseil d'administration de la mutuelle du 13 octobre 2014).

6. Au cours du mois d'avril, Monsieur Clement a informé le BE qu'il avait constaté que le contrat de location des copieurs RICOH avait été formulé de telle façon que la Fédération avait été lésée financièrement par deux mécanismes. D'une part le nombre forfaitaire mensuel de copies à payer avait été fixé beaucoup trop élevé, et d'autre part RICOH avait vendu et facturé mensuellement la location d'un logiciel d'archivage qui n'a jamais été livré. Ainsi, sur la durée de 5 ans du contrat un montant de plus de 10.000€ a été perdu.

Ceci est le seul paragraphe de ce point qui correspond à la réalité ainsi que la remarque pertinente que » la responsabilité du président » est engagée. Dont acte.

Venons aux faits :

-Contrat du 20 mai 2010 avec Ricoh signé par le président Louis Karmeyer tout seul (article 23 d exige double signature) concernant la location et l'entretien d'un copieur.

-Contrat du 20 mai 2010 avec Ricoh signé par le président Louis Karmeyer tout seul (article 23 d exige double signature) concernant le logiciel « One Action Flow » jamais installé sur notre équipement mais facturé à 492 € par trimestre hors TV pendant 5 ans. La fédération a subi une perte nette non récupérable de plus de 10.000.-€ en 5 ans dans le contexte de ce contrat.

Quant au premier contrat, les conditions négociées sont catastrophiques et ont entraîné sur les 5 années une perte d'environ 25.000.- € pour la fédération.

Il faut en plus savoir, que l'Ecole de Musique avait également un contrat de location et d'entretien dont les conditions et par conséquent les pertes ne devraient pas être en faveur de l'UGDA.

Summa summarum : une perte nette d'environ 35.000.- € pour la fédération suite aux deux contrats signés par le président Louis Karmeyer en date du 20 mai 2010, des contrats qui n'ont pas été présentés ni au bureau exécutif ni au comité central.

Ces contrats portent la mention manuscrite du président » lu et approuvé».

En plus, le président confirme de par sa signature que sa responsabilité est engagée. Dont acte.

Vu que le président n'a pas informé le BE que ces 2 contrats viennent à échéance le 19 mai 2015, l'article de la tacite reconduction est devenu applicable.

*Est-ce que cela était dans l'intérêt de la fédération?
Est-ce que ceci ne constitue pas une faute grave de la part du président ? Est-ce que la fédération n'est pas en droit de demander le remboursement des 35.000.- € engagés par le président tout seul ?*

Les deux contrats en question n'ont d'ailleurs pas été soumis au BE ni au CC pour avis et approbation en 2010.

RICOH a été averti de ceci et une offre de compensation a été demandée. Sur ceci RICOH a proposé des contrats aménagés, plus avantageux pour l'Ecole de Musique et la Fédération, ainsi qu'un sponsoring de plusieurs milliers d'Euros pour les deux organisations sur les 5 années à venir.

Comparons tout simplement les prix mensuels des contrats pour la même machine:

Ancien contrat Ricoh (20 mai 2010) : 771,10 €

Nouvelle proposition Ricoh (21 avril 2015) : 819,51 €

Nouveau contrat Regler (14 mai 2015) : 347,50 €

La différence en faveur de Regler est de 472,01 € par mois, ce qui constitue un gain de 28.320,60 € pour les 5 années à venir pour la fédération !!!

Nos 310 associations vont certainement se réjouir et apprécier la démarche du secrétaire général.

Il en ressort clairement que la nouvelle offre de Ricoh n'était absolument pas plus favorable comme le prétendent les membres du BE mais au contraire de 48,41 plus élevée que celle de 2010 (voir offres en annexe), ce

qui représenterait une perte supplémentaire de 2.904, 60 € en 5 ans pour la fédération.

En signant un nouveau contrat avec la firme Ricoh, la fédération aurait subi de nouveau une perte nette de plus de 28.000.- € au cours des 5 prochaines années. Il fallait donc à tout prix éviter la reconduction de ce contrat hautement défavorable et la signature d'un nouveau contrat avec la firme Ricoh.

Les membres du BE ont été informés en permanence de l'évolution du dossier et ceci en particulier lors des réunions du BE du 7 mai 2015 et du 4 juin 2015. Des pourparlers ont été menés en parallèle avec notre conseiller juridique Me Pierre Feltgen qui nous a guidés dans notre démarche et en particulier pour la lettre de résiliation du contrat Ricoh.

Le soi-disant sponsoring de 1.300.-€ par an sur 5 années, est plutôt une farce vis-à-vis des 35.000.-€ de pertes subies par la fédération en 5 ans.

N'oublions pas que Ricoh n'a jusqu'à présent jamais sponsorisé la fédération, ni fait de publicité dans notre revue musicale.

Sur ce le BE décida de prolonger les contrats avec la firme lors de sa réunion du 7 mai 2015, chose dont le comité central fût informé le même jour.

1. Le BE n'a absolument rien décidé en date du 7 mai 2015, vu qu'à ce moment les négociations venaient de commencer.

Le secrétaire général a pour autant informé en détail sur l'avancement des pourparlers.

2. La réunion du comité central du 7 mai 2015 s'est transformée en pourparlers non officiels, vu que le comité central n'était pas en nombre pour délibérer.

3. Le point des photocopieurs n'a même pas été évoqué (cf aide-mémoire afférent).

4. Aucun nouveau contrat n'a été signé avec Ricoh par la fédération à ce jour. Heureusement.

Le 14 mai 2015, lors de la journée musicale au château de Beaufort, le Secrétaire général fût signer au président un contrat pour de nouveaux copieurs pour la fédération avec la Cie. REGLER. Ceci sans autre consultation du BE.

5. Conformément aux pourparlers et après avoir informé personnellement tous les membres du BE au site de Beaufort sur l'évolution du dossier, le président a signé le nouveau contrat avec la firme Regler. Ce contrat est contresigné par le secrétaire général

conformément à l'article 23 d de nos statuts et porte la date du 14 mai 2015.

6. Ce contrat constitue un gain de 28.320,60 € en 5 ans pour la fédération par rapport à la meilleure offre de Ricoh.

7. En plus, Regler est d'accord de soutenir la fédération par un sponsoring ad hoc.

8. Le comité central en a pris connaissance lors de sa réunion du 11 juin 2015 (point 12, divers).

S'il est vrai qu'ici la responsabilité du président est engagée, il n'en est pas moins qu'il a été pressé par le secrétaire sur des fausses allégations, notamment que la fédération risquait de se retrouver sans matériel copieur.

Il est tout à fait vrai que « la responsabilité du président est engagée ». Dont acte.

Avant d'apposer sa signature sous le nouveau contrat avec la firme Regler, le président a lu le contrat article par article à l'occasion de la réception suivant la signature du 13^e contrat de coopération transfrontalière avec la CMF-Ardenne au Château de Beaufort. Il a agi en âme et conscience sans être brusqué par quiconque, verre de champagne à la main.

En outre, Monsieur Clement a entrepris les actions suivantes sans information du BE ou du Comité Central

- i. il a négocié avec un nouvel intervenant alors qu'une décision était prise ;*

Aucune décision n'avait été prise par le BE.

- ii. il a demandé un avis juridique à Me. Feltgen sur les contrats RICOH, et les possibilités de résiliation ;*

Il est vrai qu'un avis juridique a été demandé à Me Feltgen et que des échanges téléphoniques ont eu lieu.

- iii. nonobstant cet avis, qui statuait clairement que les contrats avec RICOH étaient signés pour une durée de 5 ans, tacitement reconductibles, et que le délai de dénonciation pour cette reconduction avaient été dépassés, Monsieur Clement pressa le président pour la signature avec REGLER, contrat pour lequel il fournissait par ailleurs la deuxième signature ;*

L'avis de Me Feltgen porte la date du 20 mai 2015, alors que le président a signé le contrat Regler en date du 14 mai 2015 et ceci sans la moindre pression et en présence de nombreux invités. Le contrat est contresigné par le secrétaire général conformément à l'article 23d des statuts de l'asbl UGDA.

- iv. de ce fait la fédération se retrouve avec deux contrats sur plusieurs années, dont il sera difficile dans tous les à sortir.*

- La fédération se retrouve avec un seul contrat signé en bonne et due forme par le président et le

secrétaire général avec la firme Regler en date du 14 mai 2015.

-Le contrat avec la firme Ricoh a été résilié en bonne et due forme par lettre recommandée du 18 juin 2015 signée par le président et contresigné par le secrétaire général conformément à l'article 23 d de nos statuts.

-Les négociations de sortie ont été menées avec succès par l'adjoint du secrétaire général et par le secrétaire général, ceci sans le moindre préjudice pour la fédération et nos 310 associations. Par lettre du 13 août 2015 le président et le trésorier marquent leur accord à la solution commerciale négociée par les précités.

Le préjudice subi se situera vraisemblablement aux alentours de 40.000€ sur 5 ans.

Au vu de ce qui précède et des pièces à l'appui, il a été prouvé que la fédération n'a subi aucun préjudice suite à la signature d'un contrat avec la firme Regler, mais au contraire fera des économies notables au cours des 5 années à venir, à savoir : 28.320,60 €

7. Sur l'organisation de « Beaufort Castle in Concert », où tant le comité central que le BE ont eu l'impression de ne faire que les figurants de décisions et engagements pris

par Monsieur Clement, il **a présenté des budgets irréalistes et fantaisistes** au Comité Central, affirmant haut et fort à chaque fois qu'il était questionné, que le budget et les dépenses étaient sous contrôle d'une part, et que d'autre part des recettes conséquentes seraient faites. Ni l'un ni l'autre ne se sont avérés vrais.

29 associations et 850 actifs s'étaient donnés rendez-vous au Château de Beaufort pour une manifestation extraordinaire. Ce fut un succès indéniable. Tous les participants sont unanimes et le groupe de travail HAFABRA présidé par le 1^{er} vice-président Robert Koeller s'est prononcé en faveur d'une répétition de l'événement.

Depuis 10 ans l'UGDA n'avait plus organisé une manifestation pareille qui fut amplement applaudie par nos associations.

Merci de mettre sur table les « budgets irréalistes et fantaisistes » du secrétaire général et n'oubliez pas que le trésorier général et le bureau exécutif sont et resteront toujours responsables de la gestion financière de la fédération.

De surcroît, le sponsoring de 2000€ par RICOH, prévu dans le budget de cet événement est évidemment devenu caduc suite aux événements décrits sous le point 6. Il s'ensuit que la Fédération a engrangé sur cette organisation **un déficit de presque 6.000€** alors que selon le budget présenté par Monsieur Clement, et voté par le congrès, ce déficit aurait dû se limiter à 2.000€.

Le secrétaire général n'a jamais présenté de budget affichant un déficit de 2.000.- €. C'est une pure invention des 4 membres du BE. En plus, la responsabilité du trésorier général est engagée pour le budget voté par le congrès où il a inscrit des montants sans se renseigner auprès des personnes concernées.

Le budget présenté par le secrétaire général lors de la réunion du comité central du 12 mars 2015 affichait un déficit de 4.300.- €. A ce moment seulement 15 associations avaient annoncé leur participation. Finalement, le nombre de participants a doublé, ce qui explique également l'augmentation du déficit (frais de transport, collations).

Et ce « déficit de presque 6.000.- € », qui en réalité est de 5.253,90 €, valait bien la chandelle.

Un déficit qui est largement compensé par le bénéfice de la Fête de la Musique 2015, une manifestation déficitaire avant 2012.

Nos associations ont bien mérité cet effort financier de la part de la fédération. Un investissement bien pensé qui était nettement mieux que le gaspillage de 35.000.- € pour l'ancien photocopieur les 5 dernières années.

A ce jour, le décompte afférent n'a pas été remis au comité central, ni d'ailleurs celui du musical « De Simmer Fluch » (mi-novembre 2014), qui a connu le même succès que notre manifestation à Beaufort.

Ne sont pas compris dans ce déficit, les heures de travail prestées sur une semaine entière, de 4 membres du personnel pour la mise en place et l'enlèvement des chapiteaux, comptoirs, et autres infrastructures, ce qui équivaut en gros à un coût de 8.000€ non comptabilisé.

Quant au personnel, il y a lieu de les féliciter pour leur engagement plus qu'exemplaire. Grâce au personnel, grâce à leur présence lors du montage, du démontage et le jour de la manifestation, grâce à leur savoir-faire, la manifestation fut couronnée de succès.

Merci de tout cœur à Martine, Raoul, Claude et Carlo.

Le personnel a travaillé pendant des mois pour que cet événement devienne l'événement de l'année. Et il a réussi. Mille fois Bravo.

Nos 310 associations vous sont reconnaissantes et savent apprécier à sa juste valeur votre engagement.

L'absence des membres du bureau exécutif lors des nombreuses réunions préparatoires, lors du montage et du démontage est un fait indéniable. Une seule exception : Gilbert Girsch a assisté à la réunion préparatoire du 5 mai 2015. Dont acte.

Ce recours au personnel de la Fédération, qui a résulté en une non-occupation des bureaux pendant une semaine, avait été décidé par Monsieur Clement sans consultation du BE et du Comité central.

Contrairement aux allégations des 4 membres du BE, une permanence fonctionnait durant les jours de montage et de démontage et tous les appels téléphoniques ont été traités avec compétence. En plus, le personnel de la fédération a travaillé le jour férié sans demander les suppléments légalement dus. Le secrétaire général et chef du personnel ne peut qu'exprimer son grand respect à son équipe et les féliciter de tout coeur pour l'exemple qu'ils ont statué.

8. Finalement, depuis la décision du BE concernant sa personne, Monsieur Clement a vidé son bureau de nombreux dossiers, y inclus ses rapports des réunions avec le personnel, et notamment aussi l'état sur la note de service sur l'horaire mobile.

- 1. il faut dire que le secrétaire général est toujours en fonction et assume toujours ses fonctions en tant que chef du personnel.*
- 2. il faut noter que le BE n'a aucun pouvoir pour suspendre ou révoquer ou exclure le secrétaire général.*
- 3. le BE n'a aucune compétence de mettre le secrétaire général à l'écart en refusant de signer les documents officiels avec lui.*
- 4. le bureau du secrétaire général n'a nullement été vidé, ni de dossiers, ni de documents. Faut-il rappeler, que tous les documents se trouvant dans l'armoire du secrétaire général sont le double de documents et se retrouvent dans les dossiers de la personne traitant le sujet.*
- 5. le secrétaire général a emmené sa propre imprimante qu'il mettait gracieusement à la disposition de la fédération, vu que son imprimante à la maison était défectueuse.*
- 6. la fameuse note de service concernant les congés et l'horaire mobile a été traitée par le bureau exécutif le*

15 janvier 2015 et par le conseil d'administration de l'école le 20 octobre 2014 et le 19 janvier 2015.

A chaque reprise, une version actualisée a été remise. En plus, un mail a été fait aux membres du BE en date du 16 janvier 2015 à 13.43 hres avec toutes les pièces à l'appui.

De tous ces incidents, le BE a constaté qu'il y avait d'ores et déjà des préjudices financiers subis, ainsi qu'un sérieux risque de réputation pour la Fédération.

M.Clement en avait d'ailleurs été averti lors de la séance du BE du 11 mai 2015.

Le BE ne s'est pas réuni le 11 mai 2015 !! Il ne pouvait donc ni prendre de décision ni avertir de quoi que ce soit le secrétaire général.

Quant aux » préjudices subis par la fédération », les membres du bureau exécutif sont bien avisés de mettre le relevé détaillé sur table.

(9.) Dans la semaine précédant le 25 mai 2015, le BE a dû constater que M. Clement a demandé un avis juridique à Me. Feltgen sur les possibilités de résiliation immédiate du contrat pour l'impression de la « Revue Musicale » par l'imprimerie St. Paul.

Il est vrai que le secrétaire général a demandé un avis juridique à Me Feltgen, vu que cela fait partie de ses devoirs de gérer et de diriger la fédération en bon père

de famille et d'éviter que la fédération subisse un quelconque préjudice.

Faut-il répéter que Me Feltgen reçoit un forfait annuel pour répondre aux questions et aux problèmes soulevés par la fédération et l'Ecole de musique?

En plus, les 2 avis juridiques demandés par le secrétaire général ont été rendus publics.

En même temps il a demandé une offre de prix à l'imprimerie Faber, qui, il faut l'admettre, est plus avantageuse. Il n'en est pas moins, que le BE et évidemment le Comité Central n'étaient pas avertis de cette démarche. D'ailleurs, pour être dans les règles de l'art, il aurait fallu demander plusieurs offres. En outre, le commercial de l'imprimerie Faber a confié à un autre membre du BE, que Monsieur Clement s'était déjà engagé verbalement à faire imprimer l'édition de septembre de la Revue Musicale par eux.

Depuis quand le comité central doit être averti si la fédération et l'école de musique font des demandes d'offres? Une fois de plus, le bon sens fait manifestement défaut.

Les membres du bureau exécutif n'ont apparemment pas compris les statuts qui stipulent que la gestion courante incombe au bureau exécutif (voir article 32).

Il est juste que depuis 2005, l'Imprimerie St Paul bénéficie d'un privilège de pouvoir imprimer la revue musicale. Les prix n'étaient jamais comparés à ceux d'autres fournisseurs. Il n'y avait qu'une seule offre.

Ceci est d'ailleurs le cas pour toutes les activités organisées par l'Ecole de Musique et la Fédération où ces privilèges coûtent beaucoup d'argent.

La revendication des 4 membres du BE de demander plusieurs offres est à prendre au sérieux et à soutenir afin d'éliminer à l'avenir ce favoritisme très coûteux (voir dossier des assurances, des agences de publicité,...).

Et c'est exactement cela que le secrétaire général a fait dans le cadre du photocopieur et de la revue musicale : demander plusieurs offres !!

Revenons à l'imprimerie Faber et son offre de collaboration pour la fédération et l'école de musique. L'offre de prix pour la revue musicale et la brochure du congrès nous a très favorablement surpris, vu que la différence avec l'Imprimerie St Paul se situe à 40 % en notre faveur, c.-à d. en faveur de nos 310 associations qui vont bénéficier de tarifs de publicité très favorables pour leurs insertions dans notre revue musicale.

Prix pour une revue musicale (56 pages et 11.000 exemplaires):

Imprimerie St Paul : 6.562,60 €

Imprimerie Faber : 4.662.- €

Gain par numéro : 1.864,60 €

En travaillant avec l'Imprimerie Faber, la fédération va épargner 9.320.- € par an (5 numéros).

Une action bénéfique en plus dans l'intérêt de notre fédération et de ses 310 associations.

Le BE a traité ce dossier les 18 et 25 juin 2015.

Sur cela, ainsi que sur tout ce précède, le BE a donc décidé d'exprimer son manque de confiance à Monsieur Clement, et donc de plus cosigner des documents émis par ses soins.

Ni le BE ni le CC ne sont compétents pour décréter une suspension d'un membre respectivement de l'écarter lors de la signature de documents prévus dans les statuts.

Une fois de plus, il faut constater une procédure illégale, incertaine et inacceptable.

En attendant d'entendre les arguments de défense de la part de Monsieur Clement, qu'il pourra présenter une première fois lors de la réunion extraordinaire du Comité Central du 16 juillet 2015, le BE demande au Comité Central de le suivre dans sa démarche et de suspendre Monsieur Clement de ses fonctions jusqu'au congrès ordinaire 2016, qui devra s'exprimer en définitive.


Finalement il faut constater que cette réunion a été fixée au 16 juillet 2015 tout en sachant que le secrétaire

général est en congé et ne pouvait pas se défendre contre les reproches qui se sont révélées comme assertions gratuites dépourvues de tout fondement.

En plus, le comité central n'a aucun pouvoir de suspension ni de révocation à l'égard du secrétaire général.

Ce n'est qu'une fois cette décision prise par le Comité Central, que pourront en être avertis les organisations membres de la fédération.

Les membres du BE,



Président

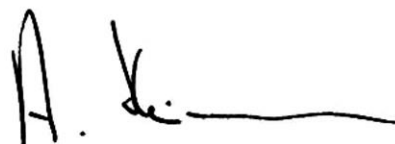


Rob Köller

1^{er} Vice-président



2^e Vice-président



André Heinen

Trésorier général

-§-§-§-§-§-§-§-§-

Conclusions:

- *La procédure entamée contre le secrétaire général est d'une part illégale et d'autre part dépourvue de tout fondement.*
- *Le bureau exécutif a largement excédé ses pouvoirs et cela de façon tout à fait illégale.*
- *L'action menée contre le secrétaire général est à considérer comme une action de diffamation.*
- *L'énumération que nous tenons sous la main, constitue une panoplie d'assertions gratuites et d'attaques perfides, dépourvues de tout fondement, où les diffamations, les calomnies, les mensonges, les contrevérités, les coups bas s'éclipsent les uns les autres.*
- *Tous les points d'accusation se sont volatilisés comme des bulles de savon, sur base des faits, documents et explications présentés par le secrétaire général, qui a géré la fédération en bon père de famille et en réalisant des économies notables.*
- *Le secrétaire général a toujours agi dans le cadre de sa mission et de ses compétences et uniquement dans l'intérêt de l'asbl UGDA et de ses associations.*
- *Des économies respectivement recettes notables ont pu être faites grâce à l'initiative du secrétaire général (assurances, photocopieur, revue musicale, publicités, indemnités, sponsoring,...).*

- *Le comité central n'a jamais fait objection contre un quelconque projet initié par le secrétaire general.*
- *Les soi-disant points d'accusation se sont avérés comme assertions gratuites et attaques perfides dépourvues de tout fondement.*
- *Aucune pièce à l'appui n'a été présentée par les accusateurs*
- *Les statuts de l'asbl UGDA n'ont pas été respectés par les accusateurs et les décisions prises par le bureau exécutif sont contraires aux textes légaux.*
- *L'action malveillante et diffamatoire menée contre le secrétaire general, avait comme but de l'écarter de la course à la présidence.*
- *La demission rédigée par le 1er vice-président Robert Koeller au nom du secrétaire général ne recevra jamais de signature.*
- *Le vote des membres du comité central lors de la réunion du 16 juillet 2015 pour permettre au secrétaire général de présenter ses justifications a affiché 6 voix oui (Deprez, Thill, Peters, Kinnen, Girsch et Karmeyer), une abstention (Mamer) et deux voix non (Koeller et Heinen) !!*
- *Ceci en dit long et explique tout.*
- *Les soussignés accusateurs sont bien conseillés de tirer les conséquences personnelles de leur démarche déloyale, irréfléchie et contraire aux intérêts de la fédération, afin d'éviter tout prejudice à l'asbl UGDA et toutes poursuites judiciaires.*

7.10.15.

-§-§-§-§-§-§-§-§-§-§